



..... **SNCF Occitanie**

16 juin 2026

Parce qu'on lutte, ils répriment : alors faisons bloc !

Entreprise française présente dans 60 pays et employant 284 000 salariés, j'ai réalisé 1,8 milliard d'euros de profits en 2025. En dépit de mes bons résultats et de la reprise de l'inflation, mes salariés ne seront augmentés cette année que de 0,5 %, tandis que 27 000 d'entre eux sont en cours de transfert à des filiales pour mieux dégrader leurs conditions de travail. Je suis... ?

... la SNCF. À ce tableau s'ajoutent 13 suicides depuis le début de l'année. Nombreux sont les cheminots à faire le parallèle avec l'hécatombe qu'a connue France Télécom. De l'aveu même de son patron, la SNCF passe en ce moment une étape critique de sa privatisation. Elle crée elle-même des filiales qui demain se feront concurrence pour faire un maximum d'argent en exploitant celles et ceux qui nous transportent.

Vive la grève !

En faisant grève en masse et tous services confondus mercredi 10 juin, les cheminotes et les cheminots ont montré qu'ils ne se laissent pas désorienter. L'union dans la grève fait la force du monde du travail.

Du reste, les travailleurs du rail ne sont pas les seuls en lutte en ce moment. Le même jour, les postières et postiers du 92 et du 78 étaient en grève contre les suppressions de tournées et donc de postes à tour de bras.

À Airbus, la prime de participation divisée par deux (2 000 euros au lieu de 4 400 euros en 2025) a provoqué un mouvement de grève sur plusieurs sites. À Decathlon, c'est le refus du patron de répercuter la hausse du Smic sur les salaires à peine plus élevés qui a poussé plusieurs milliers de vendeurs et vendeuses à débrayer samedi 6 juin, provoquant ici et là des fermetures de magasin.

Chez Renault, le coup de colère est venu de ceux dont la direction ne se méfiait pas : les 750 ingénieurs du centre de recherche de Villiers-Saint-Frédéric. Elle pensait que la fermeture du site, annoncée fin mai, passerait sans problème. Mais la colère a explosé. Plusieurs dizaines de salariés ont débrayé,

commençant à s'organiser par eux-mêmes, puisque les syndicats locaux collaborent avec le patron sous prétexte de recherche du moindre mal.

Contre la menace croissante de la répression...

L'État et le patronat sont de plus en plus agressifs. La récente mise en examen de la dirigeante de la CGT, Sophie Binet, pour diffamation parce qu'elle a parlé de « répression brutale » à Tefal prouve que personne n'est à l'abri. Pourtant, les directions syndicales font le dos rond au lieu d'encourager et regrouper ceux qui relèvent la tête. Elles alertent sur la progression de l'extrême droite, qui ne cache pas sa haine des militantes et militants ouvriers. Mais elles ne donnent pas les perspectives d'ensemble à même de la faire reculer : unir le monde du travail contre les patrons et le gouvernement à leur service.

... tous et toutes en manifestation !

Samedi 20 juin, à l'initiative des postiers du 92, de la fédération SUD-PTT et de Solidaires, une manifestation se tiendra à Paris pour dénoncer et combattre la répression patronale mais aussi la répression politique contre les soutiens au peuple palestinien, dont Anasse Kazib, convoqué au tribunal de Paris jeudi 25 juin.

Le 20 juin, sera une première occasion de mettre en lumière celles et ceux qui sont réprimés, et plus encore, les combats qu'ils mènent et les ont amenés à être dans le viseur de la police et de la justice.

En regroupant ces équipes militantes, ces salariés ou étudiants en lutte, ces initiatives n'ont pas pour seul objet de montrer le nombre que représentent celles et ceux qui empêchent d'exploiter en rond. Il s'agit aussi de donner confiance, de nouer ou raffermir des liens, afin de construire un front commun, au-delà de la lutte contre la répression, pour imposer nos revendications.

Manifestation à Paris le 20 juin à 15 heures, au siège de la Banque postale, métro Duroc.

Une grève très fortement réussie

Les médias ont annoncé un trafic « très fortement perturbé » pour la journée du 10 juin. Les grévistes ont « très fortement perturbé » la logique de profit des patrons qui veulent faire rouler des machines à rentabilité plutôt que des rames pour passagers.

Anniversaire de lutte

En 2016, la direction de la SNCF et le gouvernement avaient déjà tenté d'attaquer la réglementation de travail des cheminots.

Avec le « décret socle », la SNCF voulait qu'un cheminot puisse être commandé dans un rayon de 30 km de son lieu d'attache. Cette mesure a été abandonnée, grâce à la mobilisation massive des cheminots de tous les métiers, d'abord par des journées de grève isolées, puis par la grève reconductible. Aujourd'hui Castex veut supprimer des jours de repos et les 35 heures et imposer une zone d'embauche de 50 km. La grève du 10 juin est une première étape : si l'on veut gagner il faudra plus d'une journée et amplifier la mobilisation !

10 JUIN

Buvez de l'eau...

Alors que cette semaine les températures vont s'approcher des 40°, une des nouveautés de cet été au TER c'est la restriction au strict minimum de la dérogation qui permettait de laisser tourner les moteurs des rames en stationnement et donc la climatisation pour éviter que les températures à l'intérieur atteignent des sommets. Cette pratique de bon sens est remise en question au nom de "l'éco-stationnement" : un gadget que la boîte utilise pour économiser la facture de gasoil sous prétexte de protéger l'environnement et au détriment de la santé et de la sécurité des usagers et des roulants.

Après ça, ils seront quand même capables de nous dire « Hydratez-vous bien » !

L'ODICEO de l'espace

Dimanche 14 juin devait être la date du déploiement d'un nouveau logiciel sur notre téléphone pro permettant aux agents circulation de demander l'arrêt des trains même en cas de défaillance de la radio sur toutes les lignes. Le souci c'est que la consigne pour effectuer la mise à jour (et son pdf de 18 pages) n'a été distribuée que deux jours avant la mise en place, livrant les agents de conduite à eux-mêmes devant le lot d'imprévus que comportent les nouveautés de ce genre de système. Finalement on se retrouve avec une dérogation de 15 jours repoussant la mise en service effective...

Attaques interservices = grève interservices

Les taux de grévistes sont élevés dans tous les services. Au niveau national : 42,8% à l'exécution et 30,6% à la maîtrise dans les technicentres, 60% chez les agents de conduite et 63% chez les ASCT.

En Occitanie, près d'un collègue sur trois était en grève côté SNCF Voyageurs avec 32,19% de grévistes. Nous étions 150 à nous rassembler devant la gare de Toulouse le jour de la grève.

Des grèves sur les salaires, pas qu'à la SNCF !

La semaine dernière, nous étions en grève pour de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires. Les salariés du CSE d'Airbus étaient aussi en grève pour revendiquer une augmentation de salaire. Le week-end d'avant c'était Décathlon. Et samedi dernier, c'était ceux d'Action. On est tous dans le même bateau : les grévistes ont bien raison d'aller chercher de quoi vivre dignement.

... Et mouillez-vous la nuque !

Toujours dans l'esprit d'aborder sereinement une canicule, il n'y aura pas cette année de distribution de brumisateurs. Après 1,8 milliards de bénéfices en 2025, c'est un luxe que la SNCF ne peut plus se permettre ? Ou c'est encore au nom de l'écologie ?

Il y aurait quelque chose d'encore plus écologique : ne pas nous faire nous déplacer pour bosser dans des conditions pareilles !

Mondial 2026 : un couvre-feu pour tacler la jeunesse

Dans la foulée du maire de Clermont-Ferrand, à Toulouse, Jean-Luc Moudenc a annoncé la mise en place de couvre-feu durant la Coupe du monde de football. Ceux-ci viseront les mineurs de moins de seize ans : ils ne seront pas autorisés à fréquenter le centre-ville (place du Capitole, allées Jean-Jaurès, etc.) entre 22 heures et 5 heures s'ils ne sont pas accompagnés d'un parent. Outre les soirs de match de l'équipe de France, ce sont aussi – et surtout – ceux du Maroc et de la Tunisie qui sont concernés. Carton rouge pour la jeunesse, en particulier celle des quartiers populaires, à qui l'on demande de rester confinée sous peine d'être criminalisée. Une logique répressive rappelant le traitement qu'elle a subi lors de la victoire du PSG ou lorsqu'elle se baignait dans la Seine pour faire face à la canicule.

